

Le Canada organise la réunion du RCTM

Du 18 au 20 juillet, le Canada a organisé à Ottawa une réunion des pays participant au Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles (RCTM), créé en 1987 pour examiner les problèmes inhérents à la prolifération des missiles à capacité nucléaire. La réunion visait à trouver des moyens d'améliorer l'application du Régime.

Le RCTM est en fait un ensemble de lignes directrices sur l'exportation de certains produits et techniques se rapportant aux missiles. Ce n'est pas un traité, mais un accord entre les pays participants qui s'engagent, à titre individuel, à appliquer ces lignes directrices par l'entremise de contrôles nationaux à l'exportation.

L'accord comporte une annexe technique énumérant tous les produits visés par le RCTM et les divisant en deux catégories. La catégorie I contient les éléments les plus sensibles tels que les systèmes de roquette complets, les sous-systèmes complets, les dispositifs de guidage et les moteurs-fusées répondant à certains critères. La catégorie II comprend les turboréacteurs légers, les systèmes de commande de lancement et de vol et certaines substances propulsives.

Les lignes directrices sont si restrictives que les produits de la catégorie I sont rarement exportés. En effet, le gouvernement fournisseur doit s'assurer que le gouvernement bénéficiaire utilisera ces produits à des fins pacifiques et qu'il ne changera pas de point de vue après la réception des composants. Le gouvernement bénéficiaire doit consentir à ne pas reproduire, modifier, ou transférer ces produits sans l'autorisation du gouvernement fournisseur. Si un produit de la catégorie I est exporté (ce qui est rare), il incombe au fournisseur de prendre des mesures pour veiller à ce que le produit en question soit utilisé aux fins indiquées. Le fait de rendre responsable aussi bien le fournisseur que le client est une innovation en matière de limitation des armements, et le Canada croit que c'est là une mesure essentielle pour enrayer la prolifération des missiles.

La réunion d'Ottawa a regroupé des représentants des sept pays fondateurs du RCTM, à savoir le Canada, la France, la République fédérale

d'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis. Y ont aussi participé des représentants des partenaires les plus récents, nommément l'Australie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, ainsi qu'un représentant de l'Espagne.

En annonçant la réunion, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, a déclaré: "Le Canada attache une grande importance au Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles, puisqu'il y voit une composante essentielle de nos efforts pour parvenir à la paix et à la sécurité. Nous devons donc faire tout en notre pouvoir pour que des systèmes d'armements déstabilisants ne se matérialisent pas en de nouveaux endroits, au moment même où les relations Est-Ouest se transforment pour le mieux."

Les participants ont étudié les problèmes techniques et administratifs auxquels se heurtent les différents pays en appliquant les lignes directrices du RCTM. Ils ont aussi examiné la complémentarité entre l'Annexe et les Lignes directrices mêmes, ainsi que des moyens de mieux partager des informations pertinentes. Ils ont convenu que de telles discussions étaient utiles et qu'à l'avenir, il conviendrait d'organiser des réunions pour un Groupe de travail technique du RCTM. En vue de faciliter ce processus, les participants se sont entendus pour désigner un point de contact permanent relativement au Régime.

Les participants ont également discuté de la propagation continue, dans des pays situés dans des régions instables, des moyens nécessaires pour fabriquer et utiliser des armes de plus en plus perfectionnées et de plus en plus meurtrières, y compris des armes nucléaires, chimiques et conventionnelles. Ils ont convenu que le RCTM s'est avéré efficace jusqu'à présent. Cependant, ils ont souligné que la prolifération de produits et de techniques permettant de fabriquer des missiles capables de lancer des armes de destruction massive pose toujours une menace. Les participants au RCTM ont de nouveau exhorté tous les pays à se conformer aux lignes directrices sur la technologie des missiles, dans l'intérêt de la paix et de la stabilité internationales.

Allocution de Joe Clark devant l'AGNU

La 45^e session de l'Assemblée générale de l'ONU s'est ouverte à New York le 18 septembre. Voici des extraits de l'allocution prononcée par le très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, devant l'Assemblée générale, le 26 septembre.

Ainsi, nous devons admettre aujourd'hui que la sécurité est un objectif qui ne peut être atteint unilatéralement, pas plus qu'il ne peut être atteint au moyen du seul dispositif militaire. Ses assises sont aujourd'hui multidimensionnelles et seule la coopération peut nous permettre d'en récolter les fruits.

Dans un monde où la pauvreté et le sous-développement sont le lot de la majeure partie des humains, les pays développés ne peuvent pas prétendre à la sécurité du seul fait qu'ils sont les seuls à jouir de la prospérité. À cette époque de menace nucléaire, d'armes chimiques, de missiles balistiques, de terrorisme, d'interdépendance économique et commerciale et de maladie qui est la nôtre, les progrès de la prospérité dans le monde ne sont pas affaire de philanthropie, mais de sécurité.

Le fait que les gouvernements continuent d'accorder beaucoup d'importance aux budgets d'aide au développement, à l'élargissement et à la libéralisation des marchés ainsi qu'à la poursuite de stratégies de gestion de la dette de plus en plus innovatrices ne relève pas des seuls impératifs économiques ou humanitaires. Il s'agit en fait également d'une question de sécurité.

Dans un monde où les frontières des États peuvent être sûrs, mais où l'air, le sol et l'eau sont de plus en plus empoisonnés, notre action en vue d'assainir l'environnement relève elle aussi des impératifs fondamentaux de la sécurité. Il est donc évident qu'en cette époque de démographie galopante et d'industrialisation accélérée, où vents et cours d'eau n'ont pas de frontières, nous ne pourrions obtenir que dans la coopération cette sécurité environnementale que nous recherchons...

D'après le nouveau concept de la sécurité, il faut également réagir plus efficacement aux tensions politiques et militaires qui continuent de se faire sentir dans un si grand nombre de régions du globe.